ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 3 mai 1978, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif au statut monétaire et à la participation de la Banque nationale de Belgique à la gestion externe de la monnaie", amendé par le Ministre le 17 mai 1978, a donné le 7 juin 1978 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 3e mei 1978 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende het muntstatuut en de deelneming van de nationale bank van België aan het externe geldbeheer", door de Minister op 17 mei 1978 geamendeerd, heeft de 7e juni 1978 het volgend advies gegeven :

I. LA VALEUR DU FRANC BELGE.

Selon l'article 1er de la loi du 12 avril 1957 relative au statut monétaire, "le franc, unité monétaire belge, est constitué par 19,74824173 milligrammes d'or au titre de 900 millièmes de fin".

Cet article est toujours actuellement d'application, la loi du 3 juillet 1972 qui tendait à le modifier n'ayant pas été mise en vigueur.

La Banque nationale de Belgique est tenue d'effectuer ses opérations en monnaies étrangères, en or monnayé et en lingots d'or sur base de la valeur légale du franc (article 5 de la loi du 12 avril 1957).

Cette obligation ne peut être respectée que si les monnaies étrangères ont également une valeur exprimée en or ou un rapport constant avec une monnaie dont la valeur est exprimée en or.

Le projet de loi supprime toute détermination de la valeur du franc belge. A l'intérieur de nos frontières, le franc n'aura plus qu'une valeur conventionnelle d'usage qui se mesurera en fonction du prix demandé pour les biens et services.

Sur le plan des échanges internationaux une nouvelle organisation sera mise en place. Selon le deuxième amendement aux statuts du Fonds monétaire international

.../...

(résolution n° 31-4 du 30 avril 1976, approuvée par la loi du 24 mars 1978, Moniteur belge du 14 avril 1978), le dénominateur commun des monnaies ne pourra plus, à l'avenir, être l'or ou une autre monnaie (annexe C, 1). En attendant que le Fonds décide de "parités stables mais ajustables" entre les monnaies (article IV, section 4), les Etats membres du Fonds notifient les dispositions de change qu'ils entendent appliquer et qui peuvent être :

1) le maintien par un membre d'une valeur pour sa monnaie en termes de droit de tirage spécial ou d'un autre dénominateur, autre que l'or, choisi par le membre;

2) des mécanismes de coopération en vertu desquels des membres maintiennent la valeur de leurs monnaies par rapport à la valeur de la monnaie ou des monnaies d'autres membres ou

3) d'autres dispositions de change que choisirait le membre.

La Belgique a choisi d'établir une relation monétaire plus étroite avec les monnaies de divers pays européens, dont l'Allemagne, participant ainsi au système, communément appelé le "serpent européen", établi en conformité avec la résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres des Communautés européennes du 21 mars 1972 (J.O.C.E. n° C 38 du 18 avril 1972, p. 3). C'est le Ministre des Finances qui sera désormais appelé à fixer le cours de conversion en francs belges de l'unité de compte monétaire européenne, déterminant par là même, le rapport de change avec les autres monnaies

européennes qui appliquent la résolution.

L'unité monétaire qui sert de mesure à l'émission des signes monétaires n'aura donc plus de valeur déterminée. Le rapport de change, même constant, entre plusieurs monnaies n'aura pas pour effet de conférer une valeur à l'une d'elles par rapport aux autres, en raison du fait qu'aucune de ces monnaies ne possède plus une valeur déterminée en biens réels et tangibles.

II. L'INSTRUMENT MONETAIRE.

Depuis son apparition jusqu'à nos jours, la monnaie a toujours été, par définition, une certaine quantité de métal précieux portant la marque de son émetteur. Elle n'était donc pas représentative d'une certaine valeur mais était elle-même une valeur dont dépendait l'unité monétaire. L'altération des espèces monnayées, en poids ou en titre, entraînait la dépréciation de l'unité monétaire dont ces espèces étaient, en quelque sorte, le support.

Au contraire, le billet de banque constitue une valeur représentative d'une certaine quantité de monnaie. Il est payable à vue et n'est accepté en remplacement de la monnaie qu'en fonction de la confiance qui s'y attache, d'où son nom de monnaie fiduciaire.

La longue période de suspension de la convertibilité du billet de banque de 1914 à 1926 puis de 1935 à nos jours, a affaibli la perception de la réalité de ces notions.

.../...

L'absence de monnaie métallique (1) y a également contribué. Cependant le billet de banque continuait à porter la mention : "Payable à vue". Il eut suffi de reprendre la frappe de monnaie d'or ou d'argent pour donner un sens à cette mention.

En supprimant toute détermination légale de la valeur de l'unité monétaire, le projet de loi tend à rendre désormais impossible la frappe des monnaies métalliques, à valeur intrinsèque, et consacre leur disparition définitive.

Le billet de banque est appelé à prendre la place de la monnaie métallique. Il ne sera donc plus, même théoriquement, payable à vue (2). Quoique purement représentatif et n'ayant aucune valeur intrinsèque, il devient la vraie monnaie dans le sens nouveau du terme.

Il s'agit donc de passer d'un système de monnaie fiduciaire à convertibilité temporairement suspendue au système du papier-monnaie.

*

* *

INTITULE.

Il est proposé de supprimer, dans l'intitulé, le mot "externe".

.../...

(1) Ne peuvent entrer en ligne de compte à ce titre les monnaies divisionnaires, qui n'ont qu'une faible valeur intrinsèque, et ne servent qu'à faire l'appoint.

(2) Les nouveaux billets de cent francs ne portent déjà plus cette mention.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Dans la seconde phrase, il y a lieu de remplacer le mot "Il" par "Celui-ci".

Article 2.

Il se déduit de l'article 3, alinéa 4, que les mesures d'exécution que le Roi peut confier au Ministre des Finances sont de nature réglementaire.

Le texte suivant est proposé pour l'article 2, alinéa 2 :

"Il peut attribuer au Ministre des Finances le pouvoir de prendre les mesures réglementaires nécessaires à l'exécution que ces dispositions appellent".

Article 3 (tel qu'amendé).

L'alinéa 3 prévoit que l'arrêté royal est communiqué aux chambres, "assorti de ses motifs". La motivation de l'arrêté royal est une formalité substantielle indépendante de la communication aux Chambres.

Si la motivation est contenue dans les considérants du préambule de l'arrêté, il est inutile de dire que l'arrêté communiqué doit être assorti de ses motifs. Par contre, si ces motifs figurent dans un document annexe, il serait expédient et conforme aux usages d'en faire un rapport au Roi.

.../...

L'alinéa 4 de l'article 3 prévoit une consultation du Conseil des ministres ou d'un "Comité ministériel constitué en son sein". La consultation de ce comité, à défaut de celle du Conseil des ministres, constituant une formalité substantielle, la composition de ce comité doit être réglée par une autorité. Celle-ci ne peut constitutionnellement être que le Roi.

Le texte suivant est proposé :

"Article 3.-

§ 1er. Tout arrêté royal pris en vertu de l'article 2 est proposé par le Ministre des Finances, après avis de la Banque nationale de Belgique et délibération en Conseil des ministres. Il est motivé ou accompagné d'un rapport au Roi.

L'arrêté royal, accompagné de l'avis de la Banque nationale, est communiqué immédiatement aux Chambres législatives.

§ 2. Le Ministre des Finances prend les arrêtés prévus à l'article 2, alinéa 2, après consultation de la Banque nationale de Belgique ainsi que du Conseil des ministres ou d'un comité ministériel restreint dont le Roi désigne les membres.

Ces arrêtés sont communiqués immédiatement aux Chambres législatives".

.../...

Article 4.

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

"Les opérations sur l'or sont effectuées par la Banque nationale aux prix qui résultent soit des accords monétaires liant la Belgique dont il est question à l'article 5, § 1er, soit des accords ou opérations de coopération monétaire internationale auxquels la Banque participe lorsque les pertes qui pourraient en résulter sont couvertes par la garantie de l'Etat conformément à l'article 5, § 2, 2ème phrase, soit d'une décision de la Banque prise avec l'accord du Ministre des Finances.

Article 5.

Suivant les renseignements fournis au Conseil d'Etat, l'intention du Gouvernement est de poursuivre l'application de la procédure actuelle, selon laquelle la garantie de l'Etat est octroyée par décision du Conseil des ministres prise sur proposition du Ministre des Finances.

Les termes "décision du Gouvernement" utilisés au § 2 de l'article 5 proposé pourraient prêter à équivoque, compte tenu de l'article 91bis de la Constitution.

Il est, dès lors, proposé d'écrire "par décision du Conseil des ministres, garantir ...".

.../...

Article 7 du projet.

1° remplacement de l'article 7 de l'arrêté royal n° 29.

Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, le projet n'entend pas apporter de dérogation à l'article 3 de la loi du 30 décembre 1885 approuvant l'acte du 12 décembre 1885 par lequel la Belgique adhère à la Convention monétaire conclue à Paris, le 6 novembre 1885, entre la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse ainsi qu'à l'arrangement et à la déclaration annexés, aux termes duquel "dans les actes publics et administratifs, les sommes ne peuvent être exprimées qu'en francs et centimes".

Pour éviter toute équivoque, le texte de l'article 7 proposé devrait être suivi de l'alinéa suivant :

"Il n'est pas dérogé par l'alinéa précédent à l'article 3 de la loi du 30 décembre 1885 approuvant l'acte du 12 décembre 1885 par lequel la Belgique adhère à la convention monétaire conclue à Paris, le 6 novembre 1885, entre la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse ainsi qu'à l'arrangement et à la déclaration annexés".

2° remplacement de l'article 9 de l'arrêté royal n° 29.

Le nouveau texte affirme, ce que ne fait pas l'actuel article 9, que c'est la Banque qui a le pouvoir de supprimer ou de remplacer un type déterminé de billet.

L'article 8 du même arrêté royal n° 29 prévoit que le dessin et le texte des coupures à émettre sont soumis par la Banque à l'approbation du Ministre des Finances.

.../...

Cependant, on a vu qu'en raison de la suppression définitive de sa convertibilité et de sa couverture, le billet de banque ne constitue plus un engagement de la Banque nationale, mais devient la seule monnaie nationale, avec les petits billets de trésorerie et les pièces divisionnaires, qui ne servent que de monnaie d'appoint.

Il serait dès lors plus conforme à l'article 74 de la Constitution, qui réserve au Roi le droit de battre monnaie, que l'émission et le retrait, le dessin et le texte des billets de banque soient déterminés par arrêté royal.

Par ailleurs, le nouveau texte devrait faire apparaître que le billet de banque ne perd jamais sa valeur.

Il ne semble pas que le texte proposé affirme en termes non équivoques l'imprescriptibilité des billets de la Banque nationale, comme le prétend l'exposé des motifs (p. 31). Au demeurant, on ne peut parler de prescription d'un signe monétaire dont la valeur ne résulte plus d'une obligation (de payer ou de rembourser) mais auquel la loi attribue une valeur propre.

Il convient dès lors de prévoir que le billet de banque conserve sa valeur monétaire sans limitation de temps, en dépit de son retrait.

Le texte suivant est proposé pour remplacer les articles 8 et 9 de l'arrêté royal n° 29 :

"Article 8.-

L'émission et le retrait des billets de banque, leur dessin et leur texte sont déterminés par le Roi.

.../...

Le texte est rédigé en français et en néerlandais.

Article 9.-

La Banque nationale verse au Trésor public la contre-valeur des billets retirés qui, à une date déterminée par le Roi, n'auraient pas été présentés à l'échange.

La Banque continue d'assurer, sans limitation dans le temps, pour le compte du Trésor public, l'échange des billets retirés".

3° abrogation de l'article 10 de l'arrêté royal n° 29.

Cet article prévoit que les billets de la Banque nationale sont payables à vue. Cette obligation, qui était simplement suspendue, est définitivement supprimée.

4° remplacement de l'article 20 de l'arrêté royal n° 29.

I. Le texte actuel prévoit que le bénéfice résultant pour la Banque de la différence entre l'intérêt de 3 p.c. et le taux de l'intérêt perçu sur ses opérations d'escompte, d'avance et de prêt, est attribué à l'Etat.

Cette disposition est étendue à tous les actifs rentables.

Le texte du projet de loi aura pour effet, en ce qui concerne les actifs dont le rendement serait inférieur à 3 p.c., de permettre à la Banque nationale d'atteindre

.../...

ledit rendement, en prenant le manquant sur les intérêts produits par des actifs dont le rendement est supérieur à 3 p.c. Cette innovation n'est pas commentée dans l'exposé des motifs.

II. Le § 1er de cet article serait plus clairement rédigé comme suit :

"§ 1er. Est attribuée à l'Etat la part du rendement des actifs rentables nets de la Banque excédant 3 p.c. l'an. Ce rendement est calculé annuellement en établissant le rapport entre, d'une part, le rendement des actifs rentables bruts diminué de la charge afférente aux passifs rémunérés et, d'autre part, la différence entre les moyennes des encours de ces actifs et de ces passifs".

Article 8 du projet.

Outre l'abrogation des dispositions prévues dans le projet, il conviendrait d'abroger également les dispositions qui ne concordent pas avec l'arrêté royal n° 29 et celles qui font appel à la parité or du franc belge.

Le texte suivant est proposé.

"Sont abrogés :

1° l'article 3 des lois qui sont relatives au service du caissier de l'Etat confié à la Banque nationale de Belgique, combinées par l'arrêté royal du 7 août 1900;

2° l'article 3 de la loi du 8 mai 1924 relative au trafic et à la refonte des monnaies métalliques;

.../...

3° l'article 1er de l'arrêté royal n° 158 du 11 avril 1935 adaptant aux conditions économiques actuelles les contrats de location d'immeubles, d'emphytéose ou de prêt;

4° la loi du 29 avril 1935 déterminant les effets de la loi monétaire du 30 mars 1935 relativement à l'évaluation d'indemnités ou de dommages-intérêts.

5° l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944 autorisant le Roi à déterminer les conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères et relevant la Banque nationale de Belgique de l'obligation de maintenir une encaisse en or et en devises étrangères au moins égale à 40 p.c. de ses engagements à vue, modifié par les lois du 28 juillet 1948, du 12 avril 1957, du 19 juin 1959, du 9 juin 1969, du 7 juin 1973, du 6 avril 1976 et du 24 mars 1978;

6° l'article 4 de l'arrêté loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes;

7° la loi du 12 avril 1957 relative au statut monétaire;

8° la loi du 3 juillet 1972 relative à la parité monétaire".

I. DE WAARDE VAN DE BELGISCHE FRANK.

Volgens artikel 1 van de wet van 12 april 1957 betreffende het muntstatuut is "de frank, Belgische munteenheid, gevormd uit 19,74824173 milligram goud met een gehalte van 900 duizendsten fijn metaal".

Dat artikel is nog steeds van kracht, want de wet van 3 juli 1972 die het bedoelde te wijzigen, is nog niet in werking gesteld.

De Nationale Bank van België is gehouden haar verrichtingen in vreemde munt, in gemunt goud en in goudstaven uit te voeren op basis van de wettelijke waarde van de frank (artikel 5 van de wet van 12 april 1957).

Die verplichting kan slechts worden nagekomen als de vreemde munt eveneens een in goud uitgedrukte waarde heeft of in constante verhouding staat tot een munt waarvan de waarde in goud uitgedrukt is.

Het wetsontwerp laat iedere bepaling van de waarde van de Belgische frank achterwege. Binnen de landsgrenzen zal de frank nog slechts een conventionele gebruikswaarde hebben, te meten aan de hand van de voor goederen en diensten gevraagde prijs.

Op het vlak van het internationale handelsverkeer zal een nieuwe organisatie tot stand worden gebracht. Volgens het tweede amendement der statuten van het Internationaal Muntfonds (resolutie nr. 31-4 van 30 april 1976, goed-

.../...

gekeurd bij de wet van 24 maart 1978, Belgisch Staatsblad van 14 april 1978), zal de gemeenschappelijke valuta-eenheid voortaan niet meer goud of een andere valuta mogen zijn (bijlage C, 1). In afwachting dat het Fonds besluit tot het invoeren van "stabiele, maar aanpasbare pari-waarden" tussen de verschillende valuta (artikel IV, sectie 4), geven de Lid-Staten van het Fonds kennis van de wisselkoersbepalingen die zij voornemens zijn toe te passen en die kunnen omvatten :

1) de handhaving door een lid van een waarde voor zijn valuta uitgedrukt in het bijzondere trekkingsrecht of een andere noemer, anders dan goud, die door het lid is gekozen;

2) samenwerkingsovereenkomsten door middel waarvan de leden de waarde van hun valuta's handhaven ten opzichte van de waarde van de valuta of valuta's van andere leden of

3) andere wisselbepalingen naar keuze van het lid.

België heeft er de voorkeur aan gegeven een nauwere monetaire relatie tot stand te brengen met de valuta's van verscheidene Europese landen, waaronder Duitsland, en is zodoende opgenomen in wat doorgaans de "Europese muntslang" wordt genoemd, een stelsel dat tot stand gekomen is overeenkomstig de resolutie van de Raad en van de vertegenwoordigers van de regeringen der Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen van 21 maart 1972

.../...

(Publikatieblad E.G. nr. C 38 van 18 april 1972, blz. 3). Voortaan zal de Minister van Financiën de omrekeningskoers in Belgische frank van de Europese muntrekeneenheid moeten vaststellen en dus meteen de koersverhouding bepalen ten aanzien van de valuta's van de andere Europese landen die de resolutie toepassen.

De munteenheid die als maatstaf dient voor de uitgifte van tekenmunten zal dus geen bepaalde waarde meer hebben. Zelfs de constante koersverhouding tussen verscheidene valuta's zal niet tot gevolg hebben dat aan een ervan een waarde wordt toegekend in verhouding tot de andere, doordat geen van die valuta's nog een waarde bezit die in wezenlijke en tastbare goederen is bepaald.

II. HET MONETAIRE INSTRUMENT.

Sedert haar ontstaan en tot op heden is de munt per definitie altijd geweest een bepaalde hoeveelheid edel metaal met het merkteken van degene die ze uitgeeft. Zij vertegenwoordigde dus niet een bepaalde waarde, maar was een waarde op zich waarvan de munteenheid afhing. Ontwaarding van muntstukken, in gewicht of gehalte, leidde tot ontwaarding van de munteenheid welke die stukken als het ware schraagden.

Het bankbiljet daarentegen is een waardepapier dat een bepaalde munthoeveelheid vertegenwoordigt. Het is betaalbaar op zicht en wordt ter vervanging van de munt slechts aanvaard wegens het vertrouwen dat eraan wordt verbonden, vandaar de naam "fiduciair geld".

.../...

Doordat de convertibiliteit van het bankbiljet zovele jaren, van 1914 tot 1926 en later van 1935 tot op heden, opgeschort is gebleven, hebben die begrippen gaandeweg aan tastbaarheid ingeboet. Ook het wegblijven van metaalgeld (1) heeft daartoe bijgedragen. Toch droegen de bankbiljetten nog steeds de vermelding "betaalbaar op zicht". Men had gewoon weer gouden of zilveren munten moeten slaan wilde men die vermelding zinvol maken.

Door de wettelijke bepaling van de waarde van de munteenheid af te schaffen, bedoelt de ontwerp-wet het slaan van metaalgeld, met intrinsieke waarde, voortaan onmogelijk te maken, en bezegelt zij het definitieve verdwijnen ervan.

Het bankbiljet is geroepen om de plaats van het metaalgeld in te nemen. Het zal dus, zelfs in theorie, niet meer op zicht betaalbaar zijn (2). Ofschoon zuiver representatief en zonder enige intrinsieke waarde, wordt het bankbiljet de echte munt in de nieuwe betekenis van het woord.

Het gaat dus om overgang van een stelsel van chartaal geld met tijdelijk opgeschorte convertibiliteit naar een stelsel van papiergeld.

*

* *

.../...

---

(1) Als zodanig komen niet in aanmerking de deelmunten die slechts een geringe intrinsieke waarde hebben en slechts als pasmunt dienen.

(2) Op de nieuwe biljetten van honderd frank komt die vermelding al niet meer voor.

OPSCHRIFT.

Voorgesteld wordt het woord "externe" in het opschrift te schrappen.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

In de tweede volzin van de Franse tekst, vervange men het woord "Il" door "Celui-ci".

Artikel 2.

Uit artikel 3, vierde lid, volgt dat de uitvoeringsmaatregelen waarvan de Koning de vaststelling aan de Minister van Financiën kan opdragen, verordeningsmaatregelen zijn.

Voor artikel 2, tweede lid, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Hij kan aan de Minister van Financiën de bevoegdheid toekennen om de verordeningsmaatregelen te nemen die voor de uitvoering van die bepalingen nodig zijn".

.../...

Artikel 3 (geamendeerd).

Het derde lid bepaalt dat het koninklijk besluit aan de Kamers wordt medegedeeld "te zamen met zijn motivering". De motivering van het koninklijk besluit is een substantieel vormvereiste dat los staat van de mededeling aan de Kamers.

Is de motivering verwerkt in de considerans en van de aanhef van het besluit, dan is het onnodig te zeggen dat het besluit "te zamen met zijn motivering" wordt medegedeeld. Is die motivering echter opgenomen in een apart stuk, dan ware het dienstig er, zoals gebruikelijk is, een verslag aan de Koning van te maken.

Het vierde lid van artikel 3 voorziet in een raadpleging van de Ministerraad of van een "in zijn schoot opgericht Ministerieel Comité". Het raadplegen van dat Ministercomité, in plaats van de Ministerraad, is een substantieel vormvereiste; de samenstelling van dat comité moet dan ook geregeld zijn door een overheid. Grondwettelijk kan dat alleen de Koning zijn.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 3.-

§ 1. Ieder koninklijk besluit dat wordt vastgesteld op grond van artikel 2 wordt voorgedragen door de Minister van Financiën, na advies van de Nationale Bank van België en van de in raad vergaderde Ministers. Het wordt met redenen omkleed of gaat vergezeld van een verslag aan de Koning.

.../...

Het koninklijk besluit wordt met het advies van de Nationale Bank van België onmiddellijk aan de Wetgevende Kamers medegedeeld.

§ 2. De Minister van Financiën stelt de in artikel 2, tweede lid, bepaalde besluiten vast na raadpleging van de Nationale Bank van België en van de Ministerraad of van een beperkt ministerieel comité waarvan de leden door de Koning worden aangewezen.

Die besluiten worden onmiddellijk aan de Wetgevende Kamers medegedeeld".

Artikel 4.

Voor het eerste lid wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Goudtransacties worden door de Nationale Bank gesloten tegen de prijzen resulterend ofwel uit de in artikel 5, § 1, bedoelde monetaire akkoorden die voor België bindend zijn, ofwel uit de met deelneming van de Bank gesloten akkoorden of operaties inzake internationale monetaire samenwerking, wanneer de verliezen die eruit mochten volgen door de staatswaarborg gedekt zijn overeenkomstig artikel 5, § 2, tweede volzin, ofwel uit een beslissing van de Bank, genomen met de instemming van de Minister van Financiën".

.../...

Artikel 5.

Naar aan de Raad van State is verklaard, is de Regering voornemens te blijven werken volgens de huidige procedure, waarin de staatswaarborg wordt verleend bij beslissing van de Ministerraad, genomen op voorstel van de Minister van Financiën.

De woorden "beslissing van de Regering", die gebruikt zijn in § 2 van het ontworpen artikel 5, kunnen verwarring stichten, gelet op artikel 91bis van de Grondwet.

Derhalve leze men "... bij beslissing van de Ministerraad, de Bank ...".

Artikel 7 van het ontwerp.

1° Vervanging van artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 29.

Naar aan de Raad van State is verklaard, bedoelt het ontwerp niet af te wijken van artikel 3 van de wet van 30 december 1885 goedkeurende de akte van 12 december 1885, waarbij België bijtreedt tot de overeenkomst rakende het muntwezen, de 6 november 1885 te Parijs gesloten tussen Frankrijk, Griekenland, Italië en Zwitserland, alsmede tot de er aangehechte schikking en verklaring; dat artikel bepaalt : "In de openbare en bestuurlijke akten mogen de sommen enkel in franken en centiemen uitgedrukt worden".

.../...

Opdat geen verwarring kan ontstaan, zou het volgende lid na het ontworpen artikel 7 moeten komen :

"Er wordt door het vorige lid niet afgeweken van artikel 3 van de wet van 30 december 1885 goedkeurende de akte van 12 december 1885 waarbij België bijtreedt tot de overeenkomst rakende het muntwezen, de 6 november 1885 te Parijs gesloten tussen Frankrijk, Griekenland, Italië en Zwitserland, alsmede tot de er aangehechte schikking en verklaring".

2° Vervanging van artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 29.

De nieuwe tekst - hierin verschillend van het huidige artikel 9 - stelt dat de bevoegdheid om een bepaald model van biljet in te trekken of te vervangen, aan de Bank toekomt.

Artikel 8 van hetzelfde koninklijk besluit nr. 29 bepaalt : "Tekening en tekst van de te emitteren coupures worden door de Bank tot goedkeuring aan de Minister van Financiën voorgelegd".

Eerder is al gezegd dat het bankbiljet, wegens de definitieve afschaffing van zijn convertibiliteit en dekking, niet langer een verbintenis van de Nationale Bank blijft, maar de enige nationale munt wordt samen met de kleine thesauriebiljetten en de deelmunten die slechts als pasmunt dienen.

.../...

Het zou dan ook meer in de lijn liggen van artikel 74 van de Grondwet, krachtens hetwelk alleen de Koning het recht heeft munt te slaan, de uitgifte en de intrekking, de tekening en de tekst van de bankbiljetten bij koninklijk besluit te doen bepalen.

De nieuwe tekst zou ook moeten doen uitkomen dat het bankbiljet nooit zijn waarde verliest.

De onverjaarbaarheid van de biljetten van de Nationale Bank lijkt in de voorgestelde tekst niet zo ondubbelzinnig te zijn bevestigd, als de memorie van toelichting dat beweert (blz. 31). Overigens kan men niet spreken van verjaring van tekenmunten, waarvan de waarde niet meer volgt uit een verplichting (tot betaling of terugbetaling) maar waaraan de wet een eigen waarde toekent.

Derhalve moet worden bepaald dat het bankbiljet zijn geldwaarde zonder tijdsbeperking behoudt, ook al is het ingetrokken.

De volgende tekst wordt voorgesteld ter vervanging van de artikelen 8 en 9 van het koninklijk besluit nr. 29 :

"Artikel 8.-

De uitgifte en de intrekking, de tekening en de tekst van de bankbiljetten worden door de Koning bepaald.

De tekst wordt in het Nederlands en in het Frans gesteld.

.../...

Artikel 9.-

De Nationale Bank stort aan de staatskas de tegenwaarde van de ingetrokken biljetten die niet mochten zijn ingeruild op een door de Koning te bepalen datum.

De Nationale Bank blijft de ingetrokken biljetten zonder tijdsbeperking voor rekening van de staatskas omruilen".

3° Opheffing van artikel 10 van het koninklijk besluit nr. 29.

Dit artikel bepaalt dat de biljetten van de Nationale Bank betaalbaar zijn op zicht. Deze verplichting, die tijdelijk opgeschort was, wordt voorgoed opgeheven.

4° Vervanging van artikel 20 van het koninklijk besluit nr. 29.

I. De huidige tekst bepaalt dat de winst die voor de Bank voortspruit uit het verschil tussen de rentevoet van 3 pct. en de rentevoet toegepast op haar discontoverrichtingen, voorschotten en leningen, wordt toegekend aan de Staat.

Deze bepaling wordt uitgebreid tot alle rentegevende activa.

De tekst van het wetsontwerp zal tot gevolg hebben, wat de activa met een rendement van minder dan 3 pct. betreft, dat de Nationale Bank dat rendement zal kunnen berei-

.../...

ken door het ontbrekende af te nemen van de rente van de activa waarvan het rendement hoger is dan 3 pct. Bij dit novum geeft de memorie van toelichting geen commentaar.

II. Paragraaf 1 van dit artikel kan duidelijker als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. Het gedeelte van het rendement der netto rentegevende activa van de Bank boven 3 pct. 's jaars wordt aan de Staat toegekend. Dat rendement wordt jaarlijks berekend aan de hand van de verhouding tussen, enerzijds het rendement van de bruto rentegevende activa verminderd met de lasten wegens de geremunereerde passiva en, anderzijds het verschil tussen het gemiddelde van de uitstaande bedragen van die activa en het gemiddelde van de uitstaande bedragen van die passiva".

Artikel 8 van het ontwerp.

Benevens de opheffing van de in het ontwerp genoemde bepalingen, dienen ook opgeheven te worden de bepalingen die niet in overeenstemming zijn met het koninklijk besluit nr. 29 en die welke werken met de goudpariteit van de Belgische frank.

Voorgesteld wordt :

"Opgeheven worden :

1° artikel 3 van de wetten die betrekking hebben op de aan de Nationale Bank van België opgedragen dienst van

.../...

staatskassier, samengevoegd bij het koninklijk besluit van 7 augustus 1900;

2° artikel 3 van de wet van 8 mei 1924 betreffende de handel in en het smelten van geldstukken;

3° artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 158 van 11 april 1935 waarbij de overeenkomsten in zake huur van onroerende goederen, erfpacht of lening bij de economische tijdsomstandigheden worden aangepast;

4° de wet van 29 april 1935 tot vaststelling van de gevolgen der muntwet van 30 maart 1935 betreffende de schatting van vergoedingen of van schadeloosstellingen;

5° de besluitwet nr. 5 van 1 mei 1944 waarbij de Koning gemachtigd wordt tot het bepalen van de voorwaarden in zake aankoop en verkoop van goud en buitenlandse munt en de Nationale Bank van België ontheven wordt van de verplichting tot het handhaven van een kasvoorraad in goud en buitenlandse deviezen, welke ten minste met 40 pct. van haar verbintenissen op zicht overeenstemt, gewijzigd bij de wetten van 28 juli 1948, 12 april 1957, 19 juni 1959, 9 juni 1969, 7 juni 1973, 6 april 1976 en 24 maart 1978;

6° artikel 4 van de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de wisselcontrole;

7° de wet van 12 april 1957 betreffende het muntstatuut;

8° de wet van 3 juli 1972 betreffende de muntpariteit".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. MASQUELIN.